

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,  
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :  
PRENO A 211.628 F.

Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)  
Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.  
Riccobono (pour le Sud-Est).  
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR  
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce :  
20 DR • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc  
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

**Punk et Rock  
à Mont-de-Marsan**

LIRE EN PAGE 6

## 8 MILITANTS ANTINUCLEAIRES CONDAMNES A BOURGOIN

# PRISON FERME POUR UN CANIF

Six inculpés condamnés à des peines de prison ferme, deux à des peines de prison avec sursis et quatre relâchés. Le pouvoir a donc eu ses « coupables »

Le procès des manifestants de Creys-Malville était un procès politique. Procès politique par le niveau du problème soulevé, par l'ampleur de la mobilisation, par l'enjeu qu'y avait introduit le pouvoir. Barre lui-même était venu à la rescousse, vendredi, en félicitant son ministre de l'Intérieur et le préfet de l'Isère.

Le gouvernement voulait des condamnations et n'a rien ménagé pour les obtenir. Il les a eues, en utilisant une procédure de tricheur dans laquelle la défense a eu les mains liées. Les témoignages condamnateurs, trop convergents pour ne pas douter qu'ils aient été sollicités, des illégalités notoires dans le déroulement de l'audience, des conditions de débat fortement sujettes à caution n'ont pas, au contraire, empêché les condamnations.

Trois mois de prison ferme pour un canif ! Voilà qui donne exactement le sens du procès des douze inculpés de Bourgoin. Ce qui a été jugé en fait à Bourgoin, c'est le refus du programme nucléaire du gouvernement. Celui-ci avait mis en place un dispositif de guerre civile le week-end dernier pour protéger Super Phénix, fleuron de cette politique. Il a continué sur la même lancée à Bourgoin par un jugement inique qui fait encore plus ressortir l'inconsistance de l'accusation.

Par ce jugement, le pouvoir veut montrer sa détermination à poursuivre sa course au tout nucléaire malgré l'ampleur grandissante du mouvement qui s'y oppose. L'avertissement est clair : tout manifestant antinucléaire est un casseur en puissance

La solidarité, qui s'est développée autour des inculpés de Bourgoin, malgré la période défavorable, vient apporter la preuve de la détermination du mouvement qui s'oppose au programme nucléaire gouvernemental. Elle fait ressortir aussi encore plus la désertion du PCF qui a joint sa voix à celles de ceux qui voulaient criminaliser le mouvement et n'a pas émis la moindre protestation

Mais la force et la répression ne feront pas oublier les 50 000 manifestants de Malville. Elles n'entameront pas la volonté de tous ceux qui luttent contre le programme nucléaire de Giscard et qui resteront mobilisés pour obtenir la libération immédiate des condamnés de Bourgoin.

**• L'opposition au programme nucléaire du gouvernement condamnée à Bourgoin**

Lire page 2 et 3



A l'intérieur du tribunal de Bourgoin pendant le procès des 12 de Malville.

## 24 heures sur la place de Bourgoin...

Pendant les 24 h du procès, la ville de Bourgoin a été le théâtre d'une animation peu commune. Environ deux mille manifestants s'étaient rassemblés sur la place de l'Eglise, à quelques dizaines de mètres du Palais de Justice protégé par un service d'ordre de gendarmes mobiles, mousquetons à l'épaule.

Quelques dizaines de mètres devant eux, le service d'ordre des manifestants interdisait tout contact avec les gendarmes, filtrant eux-mêmes le passage des militants, des amis et des journalistes venus assister au procès.

Sur la place, au coin de laquelle les organisations politiques et syndicales (CFDT, OCT, LCR, CCA) avaient déployé leurs banderoles et installé leurs stands de littérature, les débats se poursuivirent toute la journée de samedi. A intervalles réguliers, des émissaires sortis du palais de justice venaient rendre compte, en français et en allemand, de l'évolution du procès.

Les débats reprenaient ensuite. Deux sujets furent principalement abordés tout au long de la journée : le déroulement de la manifestation du week-end dernier

et les initiatives à prendre en cas de condamnation. Nombreux furent les intervenants pour critiquer les conditions de préparation de la manifestation de Malville.

Un certain sentiment de « s'être fait avoir » semblait régner, sans pour autant entamer la volonté de discuter en commun de la poursuite de la mobilisation antinucléaire et des conditions de son succès.

Lorsque vers 21 h on annonçait que les débats dureraient probablement toute la nuit, les quelques centaines d'antinucleaires encore sur

place étalèrent leurs sacs de couchage. Vers minuit, la place ressemblait à un campement gardé par le service d'ordre. De temps en temps, s'élevait une chanson plus ou moins reprise à mi-voix, tandis qu'un air d'accordéon lui faisait écho.

A 7 h du matin, le public resté nombreux dans le palais de justice se déversait sur la place. Les discussions reprenaient, les interrogations aussi, chacun supputant la nature du verdict. Il fallu encore trois heures pour apprendre que tous n'étaient pas relâchés. Aussitôt une manifestation se formait, rejointe bientôt par des

manifestants qui avaient passé la nuit ailleurs. Durant près de deux heures, elle devait parcourir les rues de la ville en réclamant la libération de tous les inculpés.

Les habitants de Bourgoin, quant à eux, sans manifester, loin de là, d'hostilité vis à vis des antinucléaires, étaient pour la plupart restés sur une prudente réserve durant ces deux jours. Dimanche, vers midi, alors que les derniers antinucléaires quittaient la ville, quelques vieux réarpentèrent le pavé de leur place...

Georges Marion

# 8 000 A NAUSSAC

LIRE EN PAGE 4

## Initiatives de solidarité

### Strasbourg

Deux cents personnes environ, à l'appel du comité de soutien aux inculpés de Creys-Malville, ont occupé pendant quelques minutes le hall de l'immeuble de l'électricité de Strasbourg, samedi. Ils ont quitté les lieux à l'arrivée de deux cars d'intervention du corps urbain, en tenue de combat. Partis de la place de la cathédrale de Strasbourg, les manifestants ont défilé en criant divers slogans tels « Société nucléaire, société meurtrière », « A Flamanville comme à Malville, l'Etat assassine » ou « Nous sommes tous des écologistes allemands ».

### Carnac

Une centaine de personnes, qui avaient répondu à l'appel du Comité régional d'information nucléaire (CRIN), ont manifesté samedi matin devant la mairie de Carnac (Morbihan), ville dont Bonnet, ministre de l'Intérieur, est le maire.

Les manifestants, qui avaient déployé des banderoles condamnant les arrestations de militants antinucléaires, ont parcouru dans le calme les principales artères de la ville. Le général de Bollardière ainsi que les responsables du CRIN participaient à cette manifestation.

### Toulon

Une manifestation d'une centaine de personnes s'est déroulée samedi, à l'appel du comité antinucléaire de Toulon. Les principaux mots d'ordre repris par les manifestants stigmatisaient l'Europe nucléaire et le préfet Janin, et réclamaient la levée des inculpations pour les douze de Bourgoin. De nombreuses signatures ont pu être récoltées pour la pétition nationale.



Ils étaient 2 000 à manifester leur soutien aux douze inculpés devant le palais de justice de Bourgoin.

## Ligue des droits de l'homme : « Affligeant spectacle »

Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, a déclaré à l'issue du procès de Bourgoin : « L'affligeant spectacle donné par le tribunal des flagrants délits de Bourgoin-Jallieu suffirait à lui seul à justifier la position récemment prise par le comité central de la Ligue, qui s'est prononcé à l'unanimité pour la suppression de la procédure de flagrants délits. »

D'autre part, ce procès renforce la Ligue dans sa volonté d'obtenir l'abrogation de

la loi scélérate dite « loi anti-casseurs ».

« Le véritable procès de la lamentable affaire de Creys-Malville reste à juger, et non par le tribunal des flagrants délits, mais par la plus haute juridiction criminelle. C'est le procès des autorités gouvernementales et administratives qui ont délibérément pris la responsabilité de doter d'armes de guerre les forces de l'ordre appelées à intervenir contre les manifestants de Creys-Malville », a-t-il ensuite affirmé.

# 6 militants antinucléaires MASCARADE

Après 24 heures de débat entrecoupé de quelques suspensions, le tribunal de flagrant délit de Bourgoin-Jallieu a rendu, dimanche matin à 10 h, son verdict contre les douze personnes inculpées après la manifestation de Creys-Malville. Sont condamnés : à 6 mois de prison dont 3 avec sursis, Mons, Bechtloff et Mueller, poursuivis au titre de l'article 314 (loi anti-casseurs) et, pour les seconds, port d'armes, à 3 mois dont 2 avec sursis, Schweizer, Jager, Krahenduhl, poursuivis au titre de l'article 314 ; à 1 mois de prison avec sursis, Thérèse Ciramaglia et Kuhn, poursuivis au titre de l'article 314 et détention d'arme de 6° catégorie (canifs). Sont, enfin, relaxés : Driat, Schmitt, Hindenberg, Nebel, poursuivis pour détention d'armes de 6° catégorie.

## L'Europe antinucléaire solidaire

### Bruxelles

Plusieurs organisations ont manifesté samedi à Bruxelles en faveur des douze personnes inculpées à la suite des manifestations antinucléaires de Creys-Malville dimanche dernier. Une cinquantaine de manifestants portaient des banderoles proclamant « Libérez nos camarades », « Jannin-Giscard, assassins » et « le nucléaire tue ».

Dans la nuit de vendredi à samedi, des inconnus avaient peint sur la façade de l'ambassade de France à Bruxelles, en lettres rouges, des slogans demandant « la libération des douze inculpés et la condamnation des responsables politiques pour meurtre et tentative de meurtre ».

### Allemagne

350 et 600 manifestants à Francfort vendredi après-midi, à l'occasion de deux manifestations de protestation contre le procès de Bourgoin.

Ces manifestations étaient organisées par les comités antinucléaires de la région. A Düsseldorf, 200 manifestants se sont rassemblés devant le consulat français pour y remettre une motion de protestation. Ils n'ont pas été reçus, mais sont partis en manifestation...

### Genève

Un millier de manifestants se sont réunis vendredi soir à Genève pour réclamer la libération des inculpés de Malville et la fin des travaux de construction des centrales nucléaires suisses et françaises. Aux cris de « Malville, Goesgen, Verbois, le peuple n'en veut pas » et de « société nucléaire, société policière », le cortège s'est dirigé vers l'hôtel de ville de Genève. Dans une lettre remise aux autorités genevoises, les manifestants ont réclamé leur intervention pour la libération des militants arrêtés à Malville. La manifestation s'est ensuite dirigée vers le consulat de France où a été déposée une gerbe à la mémoire de Vital Michalon.

## Lettre ouverte au comité Malville

Bien que considérant ce rassemblement comme positif, nous tenons à formuler quelques critiques qui devraient permettre aux mouvements antinucléaires d'être plus efficaces et moins vulnérables à la manipulation des pouvoirs publics.

Nous condamnons la forme ambiguë de la marche. Sous prétexte de vouloir laisser l'initiative aux partisans de la violence, et à ceux de la non-violence, les comités ne se sont pas donnés les moyens d'assurer efficacement l'une ou l'autre position. Les non-violents se sont retrouvés dans des positions très dangereuses, sans préparation psychologique et matérielle (protection). Quant aux partisans de l'affrontement, ils sont restés un petit groupe peu efficace, sauf lors de la charge des CRS, où ils firent « tampon » entre les forces de l'ordre et le gros de la manifestation.

Nous déplorons l'absence d'une réelle coordination, entre tous les mouvements antinucléaires nationaux et internationaux, qui aurait permis de préparer efficacement une manifestation d'une telle envergure.

Sous prétexte de laisser l'autonomie aux manifestants, nous nous sommes trouvés des milliers, sans information sur la disposition des lieux, à la merci des ordres-conseils de un ou deux membres de la coordination, complètement paumés, un groupe de Poleyriou d'un millier de personnes s'est trouvé replié dans un champ, en ayant comme seule source d'information l'écoute de France-Inter.

Bien qu'étant conscients des carences dans la préparation du rassemblement de la part des comités régionaux, nous sommes étonnés par le manque d'organisation d'un réel service de protection, nombreux et bien équipés. A Poleyriou, il y avait une quarantaine de personnes, sans casque et très légèrement protégées.

Nous sommes aussi étonnés du manque de moyens d'information, qui se fit durement ressentir tout au long de la marche. Il n'y avait pas de voiture sono, pas de talkie-walkies, et très peu de mégaphones.

Comment se fait-il que les membres de la coordination aient refusé de voir le caractère inévitable d'un affrontement avec les forces de l'ordre. Les mots d'ordre de reprise du site qui n'ont jamais été complètement effacés des mémoires, le climat terroriste et xénophobe entretenu par les médias auraient dû le leur faire apparaître.

N'aurait-il pas fallu distribuer et faire étudier des cartes détaillées des lieux à un maximum de personnes ?

N'aurait-il pas fallu insister (malgré le désir de non-violence) sur l'aspect dangereux de la situation ?

La non-violence doit-elle forcément se démarquer de toute tactique et de toute structuration ? Nous ne le pensons pas. Il a d'ailleurs été demandé avant la marche, aux gens autonomes, de ne suivre que les mots d'ordres des membres des comités.

Dans les heures qui ont suivi la fin des affrontements, nous avons été effarés en entendant à la radio les propos de membres d'une coordination qui semblait ne plus exister.

En ce qui nous concerne, nous essayerons de tirer un maximum d'enseignements de ce rassemblement afin de pouvoir mener à bien notre lutte contre la centrale nucléaire du Pellerin. La lutte continue.

CRIN, Nantes



### Question de période

Je vous ai écrit il y a deux mois, mais je vous envoie cette lettre parce que j'ai l'impression que vous vivez complètement en dehors de la réalité.

Alors que le journal est sérieusement endetté, qu'il est à la recherche de public, qu'il ne paraît plus que sur huit pages et toujours aussi cher, et que vous faites des efforts pour être plus près des préoccupations quotidiennes des lecteurs, en ouvrant le journal ce jeudi matin je vois une page entière consacrée à Timor !

Ce n'est pas la qualité de cet article que je mets en cause, mais le fait qu'il ait été choisi en cette période.

A deux jours de Malville, une frange très large de militants se posent un grand nombre de problèmes : quelle société voulons-nous ? Problèmes de la violence et non-violence, (très ressenti, voir l'importance du courrier sur ce sujet dans Libé) quelle est la responsabilité des scientifiques face aux militaires et technocrates, le progrès pour quoi ? La liaison des scientifiques avec les paysans...

Non seulement vous n'avez pas suscité un débat sur ces thèmes, mais en plus vous n'avez même pas apporté la réponse de la Ligue à l'ensemble de ces problèmes extrêmement actuels.

Encore une fois ce n'est pas une question de place mais de choix.

Si vous n'êtes pas capables de répondre aux questions que se posent les révolutionnaires au moment où ils se les posent, alors notre journal restera un journal stérile.

En espérant un redressement spectaculaire je vous envoie mes salutations.

Denez, ex-militant de la LCR.

## COURRIER DE MALVILLE

### Ridicule

Trop, c'est trop. Avant et après les événements de Malville, Rouge a mis à jour son incapacité chronique.

Avant les 30 et 31 juillet, aucun article sur les problèmes de fond du nucléaire, rien sur la forme à donner au mouvement antinucléaire, rien sur les revendications à avancer...

Après Malville, pas de rappels précis des provocations policières, les responsabilités de la police et du pouvoir ne sont pas nettement délimitées et surtout les problèmes de la violence dans ce genre de manifestations ne sont pas posés.

(...) Des actions minoritaires et violentes ne se justifient que si elles sont susceptibles de faire progresser la conscience des larges masses travailleuses. Le reste, c'est du délire guerrier et petit-bourgeois. Comment qualifier la réaction des CCA qui osent parler de « succès politique » ? Où ces camarades ont-ils vu que les événements de Malville peuvent faire progresser la conscience des travailleurs et les préparer à un affrontement avec le pouvoir ?

C'est tout le contraire. Les événements de Malville sont prétexte à une campagne effrénée de la part du pouvoir et déplacent le centre de gravité du problème du nucléaire... au problème de la violence antinucléaire. Et déjà, Bonnet parle d'éventuelles interdictions des manifestations antinucléaires. Beau succès camarades : le ridicule et le cynisme ne tuent plus. Et pourtant, les CCA répandent leurs âneries dans Rouge en toute impunité...

(...) Mais j'en arrive à la crème : la déclaration des CCA, de la LCR et de l'OCT de Lyon. « Inculpez le préfet Janin », titrent les camarades... et pourquoi pas inculper Giscard aussi ! Que ce titre est éducatif ! Le délire n'a plus de forme. Désolé camarades, mais dans de telles circonstances, la dérision n'a plus sa place...

Un camarade de Limoges



### On aurait pu...

Je réponds à la lettre du sympathisant d'Aubagne (Rouge n° 415).

J'étais à Malville, presque aux premiers rangs. Je me dis non-violent mais ma non-violence est arrivée à son terme lorsque les premières grenades lacrymogènes ont éclaté près de mes camarades. J'étais sûr en me rendant à Malville qu'il y aurait des affrontements avec les forces de police venues en grand nombre. Les organisateurs étaient persuadés que le rassemblement serait non-violent. Mais peut-on parler de marche non-violente quand on voit 6 000 flics qui attendent de pied ferme les manifestants, afin d'assouvir leur soif de violence. Pour une manifestation non-violente, le bilan est plutôt lourd : un mort et 100 blessés. Il aurait été facile de neutraliser les forces de répression sans aucune effusion de sang. Mais l'erreur commise par les organisateurs était de vouloir parlementer avec les flics.

(...) Mais on a prouvé aux gens que l'on pouvait, et que l'on était capable de faire une « force de frappe » contre les dangers du monde capitaliste. Vu le nombre de manifestants (qui était de l'ordre de 50 000), on aurait pu, si l'on avait été bien organisé, pénétrer sur le site. Et le bilan des blessés aurait été certainement moins lourd. (...)

Ma conviction est que l'on ne peut pas faire une marche non-violente devant le nombre de flics. Nous irons à Naussac et au Larzac avec les mêmes armes que les forces de l'« ordre », et l'on verra bien qui cédera le premier.

Christian, sympathisant LCR.

# condamnés à la prison ferme A BOURGOIN

En faisant quatre groupes parmi les condamnés, le tribunal a suivi, à peu de chose près, la réquisition du procureur, tenant sans doute à ne pas démentir la connivence qui, tout au long des débats, fut la règle entre l'accusation et les juges du siège. Une solidarité qui se maintint en permanence dans la médiocrité : celle avec laquelle furent menés les débats, posées les questions, organisé tout ce procès marathon.

Les débats avaient commencé la veille, samedi à 9 h 30, par l'appel des témoins. Dès le début, en voyant répondre à leur nom les gendarmes, à la fois témoins et partie, la ligne était tracée. Il apparaissait clairement en effet que la procédure de flagrant délit choisie par le

pouvoir était inadaptée pour juger avec un minimum d'équité un procès avant tout politique.

M<sup>e</sup> de Felice devait le souligner en demandant, dans une première intervention, que le tribunal se déclare incompetent, soulignant que les flagrants délits ne pouvaient être appliqués en matière de délits politiques. « Nous n'accepterons jamais une justice de prise d'otage et de vengeance, déclara-t-il. Je demande que la procédure soit annulée et j'affirme que les brutalités exercées contre nos clients sont un motif supplémentaire d'annulation. Nous demandons leur libération immédiate. » Après dix minutes de délibéré, le tribunal rejetait la demande et passait à l'interrogatoire des premiers accusés.

## « J'ai reconnu ceux qui ressemblaient le plus à ceux qu'on avait vus » (un gendarme)

### Bourgoin, de notre envoyé spécial.

Les premières difficultés commençaient. A l'évidence, le président Mannent était incapable de présider, c'est-à-dire incapable d'organiser le procès. Tour à tour laxiste et tatillon, il apportait sa part de désordre aux débats rendus difficiles par les nécessités de la traduction en allemand. Un premier inter-prète fut d'ailleurs récusé, pour cause d'incapacité à la défense. On en trouva un second, à peine meilleur. Et le procès recommença par l'interrogatoire des accusés.

Ces derniers ont tous un point commun, celui d'avoir été arrêtés quelques heures après la manifestation, à une vingtaine de kilomètres du lieu des affrontements. Pour certains, l'accusation affirme avoir trouvé en leur possession des « armes » : en fait, des couteaux que devaient posséder les deux tiers des manifestants qui campaient sur les lieux de la manifestation.

D'autres étaient poursuivis pour possession de substances explosives. On n'a rien trouvé sur eux, ni dans leur voiture, mais comme les gendarmes ont reconnu certains des accusés lançant sur eux des cocktails Molotov, c'est qu'ils les avaient ces substances explosives, n'est-ce pas ?

### Aucun flagrant délit réel

Ont-ils d'ailleurs participé aux affrontements ? Aucun, il faut le répéter, n'a été pris en réel flagrant délit. La plupart diront que durant la manifestation, ils n'ont pas vu un seul policier comme la majorité des manifestants qui étaient dans les cortèges.

La vingtaine de gardes mobiles qui défile à la barre est formelle. Trop d'ailleurs. Le premier qui vient témoigner est un capitaine des gardes mobiles, figure de Massu-jeune, avec les mêmes gestes. Avec la même idéologie aussi. C'est dans son escadron qu'un gendarme perdit la main en manipulant une O.F.. Il veut ses coupables, et affirme que si son gendarme a perdu sa main, c'est qu'un engin explosif lancé par les manifestants sur ses hommes, a fait exploser prématurément la grenade manipulée par la victime. Une thèse nouvelle, visant à désamorcer par avance les plaintes déposées par les deux manifestants victimes des O.F. Mais il ne dit pas que cela le fringant capitaine. Il reconnaît que les O.F. sont des armes dangereuses qui, lorsqu'elles sont manipulées par des appelés du contingent, impose la protection d'un mur de béton derrière lequel le soldat s'accroupit après avoir lancé sa grenade. « C'est une mesure de protection normale avec les appelés » dit-il. Et avec les manifestants ? Le danger des O.F. sera encore souligné, involontairement, par le témoin suivant, un lieutenant, qui dira que dans certaines situations, les gendarmes en maintien de l'ordre n'ont le choix

qu'entre l'emploi des O.F. et celui de leurs mousquetons.

La vingtaine d'autres gendarmes qui viennent témoigner dans le cadre dessiné par leurs supérieurs, ne sont là que pour reconnaître les accusés.

### Les détails qui font mouche

Un à un, avec assurance, quasiment sans les regarder, ils les désignent. Au fur et à mesure des témoignages, les détails se rejoignent et s'amoncellent, renforçant les preuves.

C'est que dès leur témoignage fait, les gendarmes vont rejoindre dans la salle des témoins leurs collègues qui attendent de déposer et leur racontent par le menu les questions posées, la disposition des accusés à reconnaître, les détails qui feront mouche sur le tribunal. C'est interdit et cela constitue une grave atteinte aux droits de la défense. Samedi soir, vers 20 h, un avocat de la défense découvrit le pot-aux-roses et fera interdire la porte des témoins. A partir de ce moment, ô miracle ! les dépositions divergeront et les gendarmes ne reconnaîtront plus ceux qu'ils avaient formellement désignés quelques jours auparavant ! Le tribunal passera quand même outre à ce scandale.

### Mascarade

De même, il ne semblera pas ému par les conditions dans lesquelles se sont faites, après leurs arrestations, les reconnaissances des accusés par leurs accusateurs. Ayant pris leur service samedi 30 juillet vers 18 h, les gendarmes qui défilent à la barre n'ont été relevés que le lendemain, à 20 h, après plusieurs heures de rudes combats et plus de 24 h sans dormir. 24 h de veille, quelques heures de sommeil et le réveil, lundi matin vers 4 h pour garder le camp et « reconnaître » les accusés. Ils étaient dans des conditions physiques et psychologiques pour reconnaître n'importe qui, qui leur aurait été présenté.

Pour leur faciliter la tâche, on a d'ailleurs peint sur le dos des interpellés de grandes lettres accompagnées d'un numéro. Ainsi un des gendarmes dira : « J'ai reconnu ceux qui ressemblaient le plus à ceux qu'on avait vus ! » Cette mascarade dura jusqu'à samedi minuit.

Mais depuis quelques heures déjà, elle s'était retournée en son contraire, le procès devenant, non pas celui des douze de Malville, mais le procès de Malville, celui de la répression mise en œuvre pour empêcher les antinucléaires de s'exprimer. Les accusés avaient apporté force détails sur les sévices subis dans les locaux de la gendarmerie. Les témoins de la défense, habitants des villages traversés par la manifestation, devaient dire comment les forces de l'ordre s'étaient comportées sur le terrain avant, pendant et après la manifestation : grenadage systématique sur tout ce qui bougeait, quadrillage militaire de la région, fouilles illégales des domiciles des habitants, voitures endom-

magées sans raisons, ambulances sciemment détruites, tabassages, insultes, intimidations, etc.

### « J'ai honte »

Tous ces paysans sont unanimes. Un habitant de Morestel : « Dimanche soir, vers 20 h, une troupe de sauvages tiraient sur n'importe quoi. J'ai honte. Je ne porte plus mes décorations. » Un autre : « Les forces de l'ordre ont tiré dans la cour de ma ferme où jouaient deux enfants de 12 et 14 ans. » Une vieille dame, notaire : « Les policiers m'ont traité de « sale rouge » avant de frapper avec leur matraque sur ma voiture. » Une autre : « Ils ont fouillé ma maison, sans mandat. Ils disaient chercher des explosifs. Comme si à mon âge, j'allais m'amuser à faire des cocktails Molotov. » Un habitant de Faverges : « Les CRS étaient des lions sauvages. Ils tiraient. Un homme est tombé. Nous nous sommes demandés d'arrêter. Ils nous ont répondu : « il y en aura d'autres » et empêchaient le secours d'avancer. » Le maire d'un village : « Il régnait à Morestel une véritable panique. Un capitaine de CRS encourageant ses hommes, leur a dit : le maire on s'en fout, s'il n'est pas content, fusillez-le. »

Les témoignages de cette sorte, il y en eu d'autres. Quelques heures plus tôt, Louis Mermaz, député-maire de Vienne et secrétaire national du PS, avait rendu compte à la barre d'un entretien qu'il avait eu le jour même de la manifestation avec le

maire de Morestel : « Le maire a reconnu que la veille, quand il avait vu un drapeau noir sur sa mairie, il s'était un peu affolé et avait téléphoné au préfet. Ce dernier lui a répondu : je vais envoyer 5 escadrons pour l'enlever ! J'affirme que les affrontements et les victimes, auraient pu être évités s'il y avait eu une volonté politique en ce sens. »

### 12 boucs-émissaires

Cette volonté politique n'existait pas. Complémentairement, existait celle de faire condamner, à n'importe quel prix, les douze boucs-émissaires de Bourgoin. Annoncé à la vavite alors que l'événement était encore chaud, le procès devait servir d'exemple. La manœuvre a fait long feu. Ce qui a été dit au procès souligne, comme jamais jusqu'alors, la responsabilité du pouvoir dans les événements de Malville. Le verdict lui-même, proclamé dimanche matin à 10 h, après trois heures de délibération, en est un témoignage supplémentaire.

Décision bâtarde, plus ou moins habilement dosée, le verdict n'apportera aucune certitude à l'observateur le moins proche des militants antinucléaires : par rapport au « tarif » habituellement en vigueur, les peines sont dérisoires si les accusés sont coupables, et iniques s'ils sont innocents. Mais qu'avait à voir dans ce procès la culpabilité ou l'innocence des accusés ?

Georges Marion

## BALLONS ROUGES POUR HIROSHIMA

Des milliers de ballons multicolores ont été lâchés samedi dans le nord-est et le sud-est des Etats-Unis pour commémorer le 32<sup>e</sup> anniversaire de l'explosion de la bombe atomique d'Hiroshima, le 6 août 1945. Ces manifestations se sont déroulées à proximité d'usines nucléaires, comme à Seabrook (New Hampshire), Oak Ridge

(Tennessee) et Dothan (Alabama). De nombreux ballons portaient cette phrase destinée à un lecteur éventuel : « Si ce message est arrivé jusqu'à vous, la radioactivité le peut également. »

Une série de meetings seront organisés contre le nucléaire dans les universités américaines à l'automne.

Il y a trente deux ans, la première bombe atomique tombait sur Hiroshima : 60 000 morts, plus de 100 000 blessés, dont beaucoup mourront de mort lente dans les années suivantes. Trois jours plus tard, seconde bombe A sur Nagasaki, des dizaines de milliers de morts à nouveau.

Tout le monde a vu, au cinéma ou à la télé, ces images de la terreur absolue et celles, plus récentes, du musée de cette terreur, à Hiroshima.

Les dirigeants américains de l'époque ont cyniquement justifié l'emploi de l'arme atomique contre le Japon à bout de souffle, en affirmant que cette terreur, contraignant les fascistes japonais à la capitulation, épargnait la vie de milliers de soldats américains, engagés

dans la guerre du Pacifique.

Hiroshima, Nagasaki sont devenus symboles de mauvaise conscience et d'angoisse dans la



Hiroshima le 6 août 1945.

« culture occidentale ». Une légende, fautive d'ailleurs, affirme que le pilote de l'avion qui largua la première bombe, devint fou.

Depuis, le progrès ne s'est pas arrêté. L'arme thermonucléaire permet de s'offrir des milliers de grands Hiroshima. On a même dû inventer le concept de ce progrès : « Overkill capacity », capacité de surtuer. Tout un programme.

Ces derniers jours, une grave divergence oppose le PC et le PS dans le cadre de la réactualisation du Programme commun :

comment assurer aux meilleures conditions, la « maintenance » de l'arme nucléaire française ?

« Tu n'as rien vu à Hiroshima », entend-on en leitmotiv dans le film d'Alain Resnais, Hiroshima, mon amour.

## REACTIONS

### Brice Lalonde : « Opter définitivement pour la non-violence »

Brice Lalonde, président des Amis de la terre, a déclaré samedi que les affrontements lors de la manifestation de Creys-Malville doivent inciter les écologistes à faire « définitivement le choix de la non-violence ».

« On vient de s'apercevoir, a-t-il dit, qu'un mouvement non-violent décentralisé, c'est quelque chose qui demande beaucoup plus d'organisation. C'était un début à Creys-Malville », a-t-il ajouté. « Le drame qui s'est passé nous apprendra à prendre plus de précautions et à faire définitivement le choix de la non-violence. » Enfin, Brice Lalonde a affirmé qu'il envisageait une nouvelle structuration des manifestations de son mouvement.

• Les syndicats CFDT du personnel de la Ville et de la Préfecture de Paris, et le Syndicat de l'Assistance publique de Paris dénoncent avec vigueur les propos tenus par les représentants du gouvernement (ministre de l'Intérieur, préfet de l'Isère) et les moyens répressifs sans précédent mis en œuvre à l'occasion de la marche organisée le samedi 30 et le dimanche 31 juillet

« Ils demandent la libération immédiate de tous les inculpés, la cessation de toutes poursuites judiciaires et la destitution du préfet de l'Isère. »

• Dans un communiqué les sections CGT et CFDT de la DOT Bagnole PTT exigent « la levée immédiate de toutes les inculpations et les poursuites, la libération immédiate de tous les inculpés, l'interdiction des grenades offensives et des tirs tendus par les forces de l'ordre, la constitution d'une commission d'enquête afin de déterminer les responsabilités du gouvernement et du préfet Jannin et l'indemnisation des paysans dont les cultures et les bâtiments ont été saccagés par les manœuvres de la police. »

• Les organisations syndicales CGT et CFDT de la Caisse nationale de Crédit agricole, tout en reconnaissant les différences portées par leurs membres sur le programme nucléaire du gouvernement français et sur l'objet du rassemblement des 30 et 31 juillet contre la centrale en construction à Malville, tiennent à exprimer leurs plus vives protestations contre les violences policières

« Elles condamnent la campagne xénophobe et raciste menée par le préfet de l'Isère pour justifier un déploiement de forces de police sans précédent dans notre pays. Elles exigent que les responsabilités du préfet et du gouvernement, dans la mort d'un manifestant, soient clairement établies. »

« Elles demandent la libération des manifestants »

## Mitterrand répond à Marchais

Dans une interview au *Matin* publiée aujourd'hui, François Mitterrand revient sur la position du Parti socialiste en matière de défense nationale. Il soulève d'abord une question de méthode: « Nous ne pouvons, explique-t-il, réviser peu ou prou notre politique, sans consulter nos militants. Nous sommes, que voulez-vous, un parti démocratique. »

Après cette allusion à la manière dont le Parti communiste a changé de position au mois de mai dernier, le premier secrétaire du Parti socialiste aborde le problème de fond. Il refuse toute stratégie « tous azimuts » et ajoute: « Je n'aperçois pas la nécessité de pointer nos missiles sur nos propres alliés. (...) Je juge nécessaire que nous soyons membres d'un système de sécurité, d'une alliance défensive, conforme à nos intérêts. Quitter l'Alliance atlantique sans une alliance de rechange n'aurait pas de sens. »

Enfin, François Mitterrand a rappelé sa proposition de référendum sur l'armement nucléaire.

### ● PC : quand nous prenons des engagements, nous les tenons

Interrogé vendredi soir à RTL, Roland Leroy, directeur de l'Humanité, a souligné que « quand le PCF prend des engagements, il les tient ». A la différence, a-t-il rappelé, des initiatives personnelles de François Mitterrand. Celui-ci n'avait-il pas plaidé, il y a deux ans, pour la nationalisation de Peugeot-Citroën, refusée maintenant par les négociateurs socialistes de la réactualisation ?

Roland Leroy a, d'autre part, réaffirmé la position de son parti sur une défense nationale « tous azimuts ». « Comme disait le général de Gaulle », a-t-il conclu.

### ● PS : nous n'acceptons pas le quitte ou double de Georges Marchais

Dans une interview au *Nouvel Observateur* (lundi 8 août 1977), Pierre Beregovoy, chef de file de la délégation socialiste pour la réactualisation du Programme commun, accuse Georges Marchais, d'« avoir porté un coup à l'union en agressant François Mitterrand ».

« L'on peut se demander, a-t-il ajouté, si la déclaration du secrétaire général du PCF n'a pas pour objectif de durcir la situation avant la négociation finale pour obtenir des concessions des socialistes. Ce serait alors une politique de quitte ou double. »

### ● MRG : Georges Marchais en contradiction avec la délégation du PC

Dans une interview publiée par le *Point* (lundi 8 août), François Loncle, secrétaire national des radicaux de gauche, estime que les déclarations de Georges Marchais sur la défense nationale sont « en contradiction avec le travail réalisé par les trois délégations de la gauche ».

Interrogé d'autre part sur l'attitude de Giscard d'Estaing face à un projet de loi sur les nationalisations d'un gouvernement de gauche, le responsable radical a répondu: « Je n' imagine pas une sorte de guerre civile entre l'Elysée et Matignon. Nous pensons que Valéry Giscard d'Estaing ne pourra pas contrecarrer l'action du gouvernement issu du suffrage universel. »

## Contre le projet de barrage

# 8 000 A NAUSSAC

Huit mille personnes ont manifesté, hier après-midi, à Naussac contre la construction du barrage qui devrait noyer l'une des vallées les plus fertiles de la Lozère. Une telle affluence — on remarquait beaucoup d'habitants de la région dans le cortège — constitue un succès certain pour les organisateurs, après les défections avouées du Parti communiste et, plus discrète, du Parti socialiste.

Il n'y a eu aucun incidents avec les gendarmes mobiles au cours de la marche malgré l'intox orga-

nisée par la préfecture et de nombreuses fouilles de véhicules étrangers qui se rendaient sur les lieux du rassemblement. Il n'empêche que l'ombre de Malville régnait sur la manifestation et que les débats d'un week-end consacré à des forums sur l'eau, le nucléaire ou les luttes ouvrières et paysannes témoignaient du malaise des participants. Beaucoup s'interrogeaient sur les affirmations répétées des organisateurs comme quoi la marche devait porter un caractère « pacifique, non violent et symbolique ».

## Samedi: Malville, Naussac, Larzac même combat

### Naussac : de notre envoyé spécial

Les manifestants qui trempaient leurs pieds dans le Donozau, s'interrogeaient. Le ruisseau qui clapotait devant eux, large d'à peine deux mètres, devrait remplir l'immense cuvette de Naussac, si le barrage était un jour construit. Fiction ? Non. Il suffisait, pour s'en convaincre, de regarder vers le chantier où les gardes mobiles « protégeaient » les terrains et les biens de la Somival, chargée des travaux de construction.

Le préfet avait cependant choisi la discrétion. Samedi matin, on voyait peu de flics aux alentours du camping où s'étaient installés les marcheurs. Les militants du comité de défense de la vallée affirmaient néanmoins que tous les édifices publics de la région, et notamment les écoles, avaient été réquisitionnés pour abriter les « forces de l'ordre ». Plusieurs milliers d'hommes étaient donc vraisemblablement mobilisés pour faire face, à ceux qui, venus de tous les coins de France, voulaient témoigner leur solidarité avec les paysans victimes du barrage. Installés dans un bois, au lieu-dit La Ponteyre, entre Naussac et le site du barrage, ils étaient arrivés par grappes entières, dès vendredi soir. Combien étaient-ils, samedi, à l'heure du meeting ? 3 000 peut-être, blottis sur l'herbe humide autour du podium. Des jeunes, en grande majorité, mais aussi des habitants de la région, qui devaient venir plus nombreux pour la marche ds dimanche et des familles entières, consacrant un petit bout de leurs vacances à la défense de la Lozère.

Alain Gaillard, paysan du coin et animateur du comité de défense de la vallée, ouvrait le meeting sous le signe de la lutte commune entre Malville, Naussac et le Larzac. Pour concrétiser cette solidarité, il proposait d'entrée une minute de silence en mémoire de Vital Michalon. Une protestation jaillit dans la foule et la minute devenait une suite d'altercations: « Tu étais à Malville au moins ? » demandait l'un; « Crétin », répondait un autre, « si tu n'es pas d'accord, tu n'as qu'à rester chez toi... » Vinrent les élus du canton, puis un paysan du Larzac.

Très applaudi, ce dernier devait revenir sur la lutte des paysans du Larzac: « Depuis sept ans, on tient ! Nous avons mis en échec l'armée, c'est important, non ? » Un vieux paysan de Naussac lui succédait et racontait l'histoire de son expropriation par la Somival. Enfin, les travailleurs de Lip faisait part de leur expérience d'autodéfense contre les menaces d'intervention policière. Curieusement, leur intervention était plutôt fraîchement accueillie.

### Une marche « pacifique »

Toute la journée, pourtant, les débats s'étaient multipliés, revenant sur le bilan de Malville. Au stand de la CFDT, on interpellait volontiers le représentant de l'Isère. Ailleurs, les organisateurs qui soutiennent la lutte donnaient leur point de vue sur le nucléaire. Il y avait là le PSU, la LCR l'OCT, HR, le PCR, ainsi que de nombreuses organisations locales comme VVAP, le comité Larzac, le comité Malville de Grenoble, etc. Le

Parti socialiste n'était pas là. Son absence, remarquée, s'ajoutait à celle du Parti communiste qui avait condamné la marche dans un communiqué publié le matin même.

Tee-shirts aux couleurs de Naussac, canettes de bière, documentation variée sur l'histoire du barrage, tout était là pour faire du rassemblement une grande fête de lutte et de soutien aux paysans de la vallée. Et le petit hameau de La Ponteyre connaissait, sans doute, samedi soir, le premier embouteillage de son histoire.

Les élus des villages et bourgs du canton de Naussac, ainsi que les animateurs des comités de défense étaient à la fois satisfaits et inquiets de la présence d'une foule aussi nombreuse. Le succès était, certes, acquis. Mais l'ombre de Malville planait. L'intox de la préfecture et de la gendarmerie sur les « professionnels de la violence » portait ses fruits. Si tout le monde exprimait sa solidarité avec les inculpés de Bourgoin — on signalait massivement une pétition — certains organisateurs craignaient le débordement. Un paysan commentait, méfiant, la venue de tous ces jeunes et Alain Gaillard suscitait quelques réactions de désapprobation, en déclarant: « Il ne faut pas, déclarait-il, se mettre à dos les commerçants ».

Jean-Claude Chazal, adjoint au maire de Langogne, devait insister longuement auprès des journalistes sur le caractère « non violent, pacifique et symbolique » de la marche. Cette formule souvent répétée en cours du meeting passait mal auprès des marcheurs. Il n'y avait pourtant pas beaucoup d'Allemands parmi eux !

J.-Y. T.

## Marche et controverse

Avant la manifestation proprement dite, qui ne devait démarrer qu'en milieu d'après-midi, des forums s'étaient déroulés, dimanche matin, sous une pluie continue. L'expérience de Malville dominait, bien évidemment, les débats. La discussion sur le barrage de Ville-rest, en Haute-Loire et celle, plus générale, sur le nucléaire, allaient vite tourner à une controverse sur la violence et la non-violence.

La volonté pacifiste des organisateurs de la marche, en effet, était contestée par plusieurs manifestants. Un curieux dialogue polémique, souvent confus, s'engageait alors entre les uns et les autres. « Qui décide ? Qui contrôle ? Comment organiser un service d'ordre ? » Telles étaient les questions posées par des marcheurs qui ressentaient mal la très faible organisation de la mobilisation sur le terrain. On critiqua volontiers les consignes « tatillonnes » des organisateurs, en même temps que l'absence d'un service d'ordre un minimum reconnu par les manifestants. Celui-ci était composé depuis un semaine de quelques dizaines de militants « au service des paysans ». Il ne fut pas élu.

Après la prise de parole de la CFDT et du CDJA, Alain Gaillard, animateur du comité de défense de la vallée, donnait les dernières consignes des organisateurs. Les formules employées furent pour le moins maladroites, jugées provocatrices et inacceptables par beaucoup. « Nous ne sommes pas des casseurs, expliqua-t-il notamment. Toute violence ne sera le fruit que de minorités qui recherchent la provocation... C'est à ceux qui vivent ici qu'appartient la direction de la lutte et non à ceux qui viennent deux jours pour tout casser ! »

Le tollé d'une grande partie des manifestants entraînait une certaine confusion et deux mille personnes restaient environ sur place quand le cortège commença à s'ébranler vers Naussac. « On n'y va pas », entendait-on dans la foule. Front occitan, la LCR, les « marcheurs de la deuxième marche internationale non violente », des comités écologistes et bien d'autres débattirent alors des objectifs de la marche. Fallait-il suivre les paysans vers Naussac ou marcher vers le site du barrage gardé par la gendarmerie ?

Très écouté, un paysan du Larzac recommanda de ne pas casser l'unité derrière les habitants de la région, même si l'enjeu du barrage dépassait les seules communes concernées. Après qu'Alain Gaillard, revenu sur place, ait reconnu que ses propos étaient un peu « à l'emporte-pièce », tout le monde décidait finalement de marcher derrière les tracteurs des paysans.

Déjà, la manifestation s'étirait à travers champs sous un ciel redevenu menaçant. En tête, les élus locaux de Naussac, Langogne, Marjevol, Florac, Auroux, etc. Sur les banderoles, on pouvait lire notamment: « Naussac vivra, Naussac vaincra ! ». A l'entrée du hameau, où les nuages noirs obscurcissaient les couleurs des prés et des murs, les habitants, graves et silencieux dans leurs habits du dimanche, regardaient passer les 8 000 marcheurs.

Plus loin, au croisement d'un chemin, au point le plus profond de la vallée, là où le niveau de l'eau, si le barrage se fait, devrait atteindre 30 mètres, les élus du canton plantaient un pin symbolique. « Pour prendre date », disait l'un d'eux. Avec les premières gouttes de l'orage, la marche devait s'achever par quelques prises de parole de Cardonnel, Brice Lalonde, des comités Larzac et par des forums sur le bilan de la journée.

Jean-Yves Touvais



## L'impasse au « Parisien Libéré »

### GISCARD CONTRE CHIRAC ?

C'est le 11 juillet déjà que l'accord entre Bellanger de la direction du « Parisien libéré » et la Fédération du Livre-CGT a été mis au point. Dès le lendemain, les travailleurs en lutte depuis plus de deux ans pavoisaient et manifestaient en signe de victoire. C'était semble-t-il compter sans les arrières-pensées, les calculs machiavéliques et le mépris du pouvoir pour les travailleurs.

En effet, près d'un mois après la mise au point de cet accord, l'aval du gouvernement n'est toujours pas donné. Si l'Etat, qui doit prendre en charge une grande partie des dépenses financières entraînées ne ratifie pas les conclusions des négociateurs, l'accord ne pourra être mis en pratique ; il devait pourtant entrer en vigueur, le 1<sup>er</sup> août.

La CGT vient d'annoncer que des grèves pouvant affecter la parution des journaux parisiens auraient lieu cette semaine si le gouvernement persiste dans son silence.

Les « raisons données » par Beullac sont bien simples : le syndicat devrait s'engager par écrit à respecter le cadre des objectifs économiques et sociaux du plan Barre. Or, pour la CGT, il s'agit simplement de faire entrer le « Parisien » dans l'accord-cadre signé pour l'ensemble de la presse parisienne, pourquoi donc une clause spécifique ?

Cette raison, le respect du plan d'austérité, semble bien n'être destinée qu'à masquer les véritables raisons qui seraient bien plus « obscures ».

Il s'agirait ni plus ni moins que de retarder, voire d'empêcher la parution d'un quotidien dont les propriétaires auraient des divergences et des ambitions politiques concurrentes de celles de Giscard-Barre. Disons qu'il s'agirait d'empêcher la parution d'un quotidien de nuance « Chirac » au moment où les élections approchent. C'est ce que suggère également « le Monde » en évoquant dans son édition de samedi la proposition éventuelle par le gouvernement d'une « solution de rechange et qui sait, de nouveaux maîtres ».

Le « pluralisme politique », notre gouvernement n'en a que faire. Mais que là réside son calcul caché nous importe en fait assez, PR ou RPR, ils s'accorderont toujours pour mentir aux travailleurs, ce qui est grave c'est que ce soient les ouvriers du Livre qui fassent les frais de ces vues cyniques et des sordides querelles de la majorité.

N.G.

#### • RENCONTRE CGT-PSU

Des délégations de la CGT et du PSU se sont rencontrées, le 29 juillet dernier. Les deux organisations annoncent dans un communiqué commun qu'elles ont procédé à un « échange de vues » sur la démocratisation de l'économie, la gestion des entreprises, l'extension des libertés démocratiques. Pour la CGT et le PSU, cet échange de vues a « permis de dégager un certain nombre de préoccupations communes sur les transformations profondes qui s'avèrent indispensables dans le domaine économique, social et politique ».

## AFRIQUE DU SUD

### LES ETUDIANTS DE SOWETO TOUJOURS EN LUTTE

Les autorités sud-africaines ont de nouveau interdit la tenue d'un grand meeting à Soweto dimanche. Un meeting similaire avait déjà été interdit dimanche dernier. Les organisateurs ont annoncé qu'ils convoqueraient un meeting chaque dimanche jusqu'à ce qu'ils soient acceptés. Le comité organisateur, qui regroupe un large front de mouvements politiques de la population noire demande un statut autonome pour Soweto alors que le gouvernement sud-africain entend organiser des élections pour mettre en place des « conseils de communauté » dont les pouvoirs seront très limités.

Le gouvernement a, d'autre part, étendu pour un an par proclamation la clause de la loi sur la sécurité inter-

ne qui permet la détention sans inculpation pour une période indéfinie, clause qui est en vigueur depuis un an déjà.

Le boycott déclenché par les étudiants des lycées de Soweto contre l'éducation séparée pour les noirs se poursuit et est quasi-général. Sept membres du Comité représentatif des étudiants de Soweto qui dirigent les mobilisations de la ville satellite noire ont été arrêtés vendredi par la police lors d'un raid dans une maison. D'autre part, deux dirigeants du parti travailliste métis, Norman Middletown et Donald Cairncross ont été arrêtés samedi dans la cité africaine de Kwazakele près de Port-Elisabeth.

## Le PSU et le PCF à Lip

### LIP, ENJEU ELECTORAL ?

A Palente, bien que les Lip soient moins nombreux que d'habitude, à cause des vacances, les visites et les ventes de montres vont bon train. Dans la journée de jeudi, on a compté près de 400 visiteurs et 1 054 montres vendues pour un total de 16 millions de francs.

Ces chiffres sont donnés au cours de l'assemblée générale du lendemain, cela permet de mesurer « le degré » de la solidarité qui ne se dément pas. Au cours de l'assemblée générale, on organise aussi les gardes du week-end, on prend des dispositions de renforcement des barrières défensives contre d'éventuels démenageurs de machines.

L'assemblée générale se terminera tôt car on attend une délégation du PSU et une de parlementaires du Parti communiste. Ils sont les premiers à répondre à l'appel lancé par les Lip pour un accroissement des efforts de la solidarité du mouvement ouvrier. Les Lip sont invités à venir débattre avec les représentants de ces deux partis.

#### Besançon, de notre envoyée spéciale.

Après avoir salué la lutte des Lip, Michel Mousel l'a replacée dans « la préoccupation fondamentale du PSU qui est de chercher à mettre en place des formes de démocratie collective qui sont fondamentalement créatrices de nouvelles formes d'organisation de la société ». Après avoir évoqué la « victoire réelle » qui devra suivre la « victoire électorale », la « gauche » de l'Union de la gauche expliqua la nécessité d'aller plus loin que la simple vente de montres et de s'assurer « la maîtrise et le contrôle de l'instrument de travail » de façon à ce que le problème de Lip puisse être posé dans sa « totalité » à un éventuel gouvernement de la gauche.

Et comme il vient là, finement, de prendre parti dans le débat qui se profile chez les Lip, Mousel ajoute : « Nous ne nous sommes jamais substitués à vous, nous mettons notre capacité de travail à votre service. » Mais il sait qu'il vient en fait de mettre les pieds dans le plat de la discussion sur les perspectives d'association ou de coopérative ouvrière (on n'est pas d'accord sur le terme).

Les travailleurs présents ont bien compris Mousel et la première question fuse : « Cela veut-il dire que tu t'inscris dans le projet d'association ? » La réponse est pudique : « Ce dont tu viens de parler n'est qu'une hypothèse de travail, de toute façon, juridiquement, financièrement, nous nous mettons à votre service. »

Entre ceux qui pensent qu'on n'a pas encore tout tenté pour améliorer le rapport de forces vis-à-vis du pouvoir-avant de devoir envisager la solution d'une « coopérative » et



Mousel (à gauche) et Piaget (à droite) lors de la visite de représentants du PSU à Lip.

ceux qui ont choisi, comme la plus « réaliste » pour tenir jusqu'en 1978, et après, la solution de l'association, le débat s'engage alors. S'il apparaît qu'il est difficile pour les Lip de trancher actuellement, dans les couloirs, dans les ateliers ou au restaurant, les commentaires vont bon train, en fait on ne parle presque que de « ça ».

#### Une autocritique du PCF

L'après-midi, c'est le thème de la menace qui pèse sur Lip qui introduira le discours de présentation du député socialiste communiste Dalbéra. Pour lui, c'est le soutien qui est essentiel : on a à apprendre des travailleurs de Lip, bien sûr, mais on peut leur dire aussi ce qu'on pense. En bref, ce n'est pas de tenir devant les flics qui est important, mais de susciter un large mouvement de soutien dans l'opinion publique et chez les organisations du mouvement ouvrier. Puis rapidement, émerge la question de l'heure : « Si pour empêcher la dispersion du potentiel mécanique et humain de Lip se créait une association, quelle serait la position du PC et quelle aide apporterait-il aux Lip ? »

Ce n'est pas nous, Parti communiste, qui prendrons la décision à la place des travailleurs en ce qui concerne le problème de la coopérative, répond Dalbéra ; ce sont les travailleurs et les syndicats qui dirigent la lutte qui décideront, nous, nous soutenons votre lutte.

Mais il souligne que cette solution ne déplairait pas au pouvoir et au patronat leur permettant de retirer leurs billes.

A une question posée « franchement » comme le souligne le député du PC, il apporte une réponse « franche » : pour ce qui est des communistes, il faut reconnaître qu'au moins, au début du conflit, ils ont été contre une lutte qui se menait avec des formes non traditionnelles. « Nous la considérons maintenant d'un œil différent. C'est une sorte

d'autocritique si vous voulez. » (Mais les lecteurs de l'Humanité de samedi n'en sauront rien.)

Puis le débat s'engage sur le problème de la gestion démocratique des entreprises si l'Union de la gauche arrive au pouvoir en 1978...

#### Vers une coopérative ouvrière ?

A Besançon, les bruits courent qu'une décision de former une coopérative ouvrière pourrait donner un nouveau sursis aux Lip, ce serait pour le pouvoir se voir retirer du pied une sacrée épine dans le climat de pré-campagne électorale que nous vivons. Les Lip, eux, sont partagés sur les moyens à employer pour tenir, pour continuer la lutte, pour protéger l'outil de travail.

Les uns pensent que la création d'une coopérative ou d'une association donnerait des perspectives à long terme (contrats passés avec des pays en voie de développement, recherche médicale de pointe, etc.). D'autres sentent trop bien les dangers qu'une telle solution ferait courir à l'unité des travailleurs de Lip, à leur capacité de rester en lutte pour obtenir une solution industrielle ou une nationalisation, mais cherchent une sorte de voie moyenne permettant de mettre à profit la barrière juridique constituée par le rachat des machines au moyen d'une souscription dans la perspective de création d'une « coopérative ».

D'autres, enfin, pensent que le meilleur moyen de tenir et de vaincre est de voir s'il n'existe pas d'autres moyens de renforcer le rapport de forces, d'accroître la solidarité, de mettre le pouvoir face à une situation politiquement explosive pour lui. Ainsi, il est suggéré par exemple, d'occuper l'usine entièrement, d'y vivre jour et nuit avec femmes et enfants et de vivre en continuant à vendre des montres. La dynamique propre à chacune de ces perspectives n'a pas encore été clairement envisagée et exposée. Le débat à Lip vient seulement de commencer.

Nicole Geneste

## ET POURTANT ELLE TOURNE

### Ceausescu et l'eurocommunisme

Après avoir reçu Santiago Carrillo à Bucarest, le chef de l'Etat roumain Nicolae Ceausescu a rendu une brève visite à Leonid Brejnev en Crimée. Il a ensuite accordé une interview à la télévision ouest-allemande sur les problèmes du mouvement communiste international. Pour lui « l'eurocommunisme ne pose pas de problèmes au Parti communiste roumain ». Pour lui le phénomène « n'est pas nouveau. La Roumanie a aussi combattu et combat toujours pour l'édification de la société socialiste dans laquelle ses propres réalités économiques et historiques doivent être prises en ligne de compte ».

### Manifestation anti-apartheid à Londres

Le mouvement anti-apartheid britannique a lancé vendredi un appel pour protester publiquement contre la venue à Londres cette semaine de M. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. Il a pris contact avec une centaine d'organisations afin d'organiser une manifestation de masse à l'aéroport d'Heathrow et d'autres manifestations devant le Foreign Office (siège du ministère des affaires étrangères britanniques).

### Le PCI reconnaît des pertes importantes parmi la jeunesse

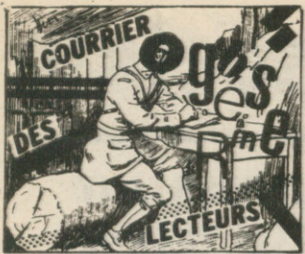
Alors que le PCI semble devoir atteindre le même nombre d'adhérents en 1977 qu'en 1976 (c'est-à-dire 1 814 000), la Fédération des Jeunes Communistes annonce une perte de 14,6 % de ses effectifs. Ceux-ci, qui étaient de 142 000 l'an passé ne sont plus que de 122 000 et les responsables de l'organisation de jeunesse communiste ne pensent pas pouvoir combler ce cap d'ici la fin de l'année. Dans une interview à « l'Unità », le responsable à l'organisation de la FGCI a donné une indication particulièrement intéressante : 17 000 sur les 20 000 jeunes qui n'ont pas repris leur carte proviennent des grandes concentrations urbaines.

A côté des raisons de faiblesses organisationnelles évoquées par le responsable de la FGCI pour expliquer ces pertes, celui-ci a également souligné qu'elles étaient dues à un manque d'adéquation entre la ligne de l'organisation et l'évolution de la situation politique. Veut-il reconnaître par là que les rapports entre le PCI et la DC rencontrent plus de résistance parmi la jeunesse ?

### Irlande : arrestations provisoires avant l'arrivée de la reine

Plus d'une vingtaine de personnes soupçonnées de sympathies pour l'IRA provisoire ont été arrêtées en Irlande du Nord au cours de ces derniers jours en prévision de la visite de la reine Elisabeth, mercredi.

Les milieux politiques modérés d'Irlande du Nord, pour leur part, multiplient les pressions pour faire annuler le voyage de la souveraine britannique. Ce voyage se déroulera exactement entre le sixième anniversaire de l'introduction de l'internement administratif et la traditionnelle marche des apprentis, deux manifestations qui donnent traditionnellement lieu à des affrontements. Mais, très digne, la reine a fait savoir qu'elle maintiendrait la visite de sa colonie d'Irlande du Nord.



## C'EST ARRIVÉ PAR LA POSTE

### Le « petit homme » se rebiffe

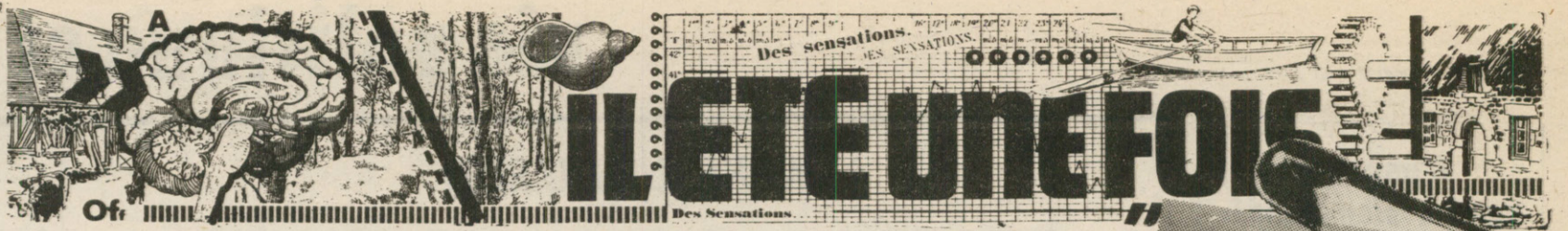
**Cher Rouge**  
On peut être lecteur de Rouge et chasseur sous-marin. C'est mon cas et à ce titre, je tiens à rétablir quelques vérités déformées ou passées sous silence dans l'article de A. B., le Petit Homme et la mer.  
D'abord, il y a deux aspects totalement différents dans la chasse sous-marine : la pénétration dans le milieu subaquatique et l'action de chasse proprement dite. A. B. oublie cette distinction, ce qui l'amène à faire des remarques aussi bêtes que sans objet, comme : « Enormes sont, ainsi, son plaisir et son sérieux lorsqu'il se cuisine dans sa combinaison peau de requin... », etc. En réalité, la plongée sous-marine, c'est-à-dire la pénétration dans un milieu où les sensations sont complètement différentes de celles auxquelles on est habitué (et de fait bien difficiles à exprimer), représente à la fois un plaisir du corps et un merveilleux moyen de connaissance. Connaissance de l'univers sous-marin (passionnant à étudier), mais aussi connaissance de soi, souvenir obscur du temps où nous étions poissons, découverte d'une dimension nouvelle, de possibilités nouvelles.

Quant à la chasse, ce peut être pour certains un plaisir barbare (tirer sur n'importe quoi pourvu que ça gigote au bout de la flèche), mais ce peut être aussi un jeu passionnant où le chasseur n'est pas toujours gagnant. On aime ou on n'aime pas... Mais considérer la prise d'un mérou comme un acte barbare n'est guère sérieux (A. B. a-t-il déjà vu saigner un poulet ou éventrer un cochon ? Que pense-t-il alors en mangeant une cuisse de poulet ou une tranche de jambon ?). La véritable barbarie est ailleurs : c'est la pollution sous toutes ses formes, en particulier celle de ces millions d'estivants qui saccagent (le mot n'est pas trop fort) la bande littorale, là où précisément vivent les mérours.

Les plongeurs et chasseurs sous-marins cherchent à perturber le moins possible le milieu sous-marin parce qu'ils voient les conséquences désastreuses de la pollution, tandis que les hordes sauvages de touristes agissent par inconscience, telles des fourmis ou des nuages de sauterelles, comme d'implacables prédateurs.

A. B. termine son article en écrivant : « Le petit homme va faire la sieste avec ses vieux, très vieux fantômes. » Je pense, pour ma part, que ces fantômes (s'il s'agit bien de cela) ne sont pas plus stupides que ceux qui poussent de plus en plus de jeunes à s'échapper de leur univers quotidien en s'enfermant dans un univers fictif par la drogue ou l'alcool.

Amicalement  
P. C.



## 2ème Festival punk et rock à Mont-de-Marsan

# LA FÊTE DE LA BIÈRE

On les attendait, les punks, et on les a vus. Dans les arènes, les photographes se sont régalés de trombines pas possibles. Un nouvel ornement punk : le pansement sur la joue, sanctionnant l'échec à y planter l'épingle à nourrice. Pas hégémoniques en tout cas, les punks : de vieux rockers gominés étaient là, mais aussi quelques survivants de l'ère hippie, bref, chacun pouvait respirer. Pas une bagarre pendant ces deux jours, malgré les milliers de litres de Kanterbrau en boîte, supercarburant des punks comme chacun sait. Aucun flic à l'horizon et un service d'ordre relativement discret. Alors, pourquoi toutes ces interdictions de festivals punks, cet été ? Pourtant, il serait naïf de ne voir que ce désois juvénile. La critique de rock et les ministars comme Higelin savent ce qu'ils font en se mettant au punk : ils s'insèrent dans une vaste opération de marketing qui relance le rock en 45 tours, qui a déjà réussi en Angleterre et qui est en cours ici.

Vendredi soir, c'étaient les punks-rockers. Les Damned, Asphalt Jungle et autres Police : hyper-énergie, jeu de scène mécanique, provocation

permanente. Clash passe pour être politisé. Joe, le chanteur, se dit antifasciste et arbore un badge du MPLA, en souvenir d'un air de reggae qui lui a fait découvrir la libération de l'Afrique. Mais il vit sur une autre planète que les esclaves salariés. Impossible de s'identifier à une classe ouvrière corsetée par les Trade-Unions, la lutte de Grunwick ne le concerne pas. Et puis, dans l'Angleterre ravagée par la crise, son identité sociale, ce sont les marginaux, les jeunes chômeurs, les lumpen. « S'il y avait Mai 1968 à Londres, je lancerais une brique dans la plus belle vitrine et je piquerais tout. »

Les textes des Clash sont à l'avenant. Ainsi, « White riot », écrit après les affrontements entre Jamaïcains et bobbies à Notting Hill : « Je veux une émeute, une émeute blanche, une émeute bien à moi ! Les Noirs ont beaucoup de problèmes, mais ils n'hésitent pas à jeter une brique... Tout le pouvoir est dans les mains de ceux qui peuvent payer / Mais moi, quand je suis dans la rue, je suis trop péteux pour même essayer. »



Les Lou's, ce sont quatre femmes. Trois chômeuses et une graphologue ! Elles jouent ensemble depuis six mois. « Quand on est allé jouer à la fête femmes de Vincennes, on a dû montrer nos nichons pour entrer, on nous prenait pour des mecs. » Bien sûr, ça leur pose un problème de jouer du rock, musique de mecs « où on ne parle que de couilles », mais elles pensent que les groupes féminins vont se multiplier. Pas féministes, la dimension collective du mouvement des femmes ne les intéresse pas. Mais « pas question de se laisser marcher sur les pieds par un mec ».

### Le soir du rock

Samedi, place au rock n'roll : Tyla Gang, rodés par

### Dérapage

### contrôlé

### C'est pas beau de « cafter »

Louis Longuequeue, député-maire socialiste de Limoges, vient de cafter « Mme Drogue » auprès de « Mme Santé ». Dans une question écrite à Mme Veil, ministre de la Santé, il s'étonne que Mme Pelletier ait pu dire au micro d'Europe N° 1 « qu'une piqûre d'héroïne par semaine, c'est plus grave que plusieurs fois par jour ». Longuequeue sait bien que l'héroïne provoque une accoutumance et il trouve que ce genre de déclaration ne va pas dans le sens de la lutte « anti-drogue » que ses électeurs souhaitent. Mme Pelletier a dû vouloir dire « qu'être riche et en bonne santé, c'est mieux que d'être pauvre et malade », déclaration qui, il est vrai, n'apporte pas grand chose à la lutte pour l'égalité sociale, mais il n'y a pas de quoi fouetter un chat au mois d'août.



## LA THÉORIE DES DOMINOS de Stanley Kramer

Une organisation paratétatique infiltre-t-elle toute l'administration US (police, prisons, armée) dans le but d'abattre le président ? Cette vision « complotiste » de l'histoire (il faut reconnaître que l'histoire y met parfois du sien !) peut donner matière à de bons films. Ce fut le cas pour A cause d'un assassinat, pour les Trois Jours du condor. C'est encore le cas ici — bien que le réalisateur, Stanley Kramer, ne soit plus un jeune, mais un vieux cheval de retour. Ne le confondons par avec Robert K., cinéaste militant de Ice et de Milesto-

nes : Stanley K. fut l'un des artisans du cinéma libéral antimaccarthyste. On le croyait enlisé dans les gros machins à prestige et à rendement. Le voici revenu en pleine forme, drivant un beau paquet d'ancêtres : Gene Hackman et Candice Bergen font figure de jeunots à côté de Richard Widmark, Mickey Rooney et Eli Wallach !

La vision politique du film ne va pas très loin. Mais son rythme et son interprétation en font un excellent thriller pour l'été.

P.L.T.

esbrouffe et autopublicité assez énervantes, les boîtes de Kanterbrau volaient bas, mais ils réussirent quand même, passent après les meilleurs, à secouer les arènes entières et à revenir trois fois ! Bonne idée de reprendre quelques vieux Ronnie Bird et même des ... Dutronc ! Mais, pour le reste, quelle indigence creuse et réac dans les textes, heureusement inaudibles.

Dimanche soir, hors festival, le fantôme de Lou Reed. On n'est jamais vraiment sûr qu'il soit là avant qu'il ait commencé à chanter. Mais fini de rigoler, c'est KCP qui organise.

P., J.-F., J.

## LOU REED ET KCP A CONCARNEAU

Mardi soir, Lou Reed sera dans la ville close de Concarneau. Lou Reed, ça peut être très bien comme ça peut être à dégueuler. L'intérêt du truc est plus dans la « première » que ça représente pour la Bretagne. KCP se lance à la conquête d'un public qu'il ignorait jusqu'à maintenant. Il a remarqué comme nous tous que les rassemblements musicaux y drainent beaucoup de monde et il vient chercher sa part de gâteau. C'est la règle du jeu. On n'aime pas ce jeu. Mais cela reste la condition pour pouvoir assister à de grands concerts, même en Bretagne, moyennant 40 F, et dans le cadre enchanteur de l'organisation « policière » KCP. Les fans ne refuseront pas leur plaisir. Les voilà prévenus en tout cas !

### Aux Arènes d'Arles

Aujourd'hui commence le festival d'Arles. Au programme, Léo Ferré, Magma, Bernard Lavilliers, Trinidad Steel Gong, Téléphone, Didier Malherbe. Rendez-vous aux Arènes d'Arles.



Pierre Naville et « Le temps du surréel »

## « Sa main tremble de rages mal éteintes »

par Vincent Bounoure

Pour l'essentiel, l'ouvrage de Naville rassemble documents et souvenirs relatifs aux années 1923 à 1928, au cours desquelles il a joué dans le surréalisme naissant un rôle central qui s'est vite amenuisé jusqu'à la rupture.

Or, le surréalisme est aujourd'hui victime d'entreprises réductrices qui en dénaturent les intentions et le défigurent. L'entreprise universitaire, pour bien intentionnée qu'elle soit quelquefois, reste prisonnière de méthodes d'étude qui sont contradictoires avec la méthode de vie qu'elles essaient de décrire. La réduction esthétique, complémentaire de la précédente, est le terme où aboutissent les initiatives des marchands de tableaux et des historiens des arts et des lettres.

Il eût donc été opportun qu'un témoin des premiers âges du surréalisme rappelle que ce mouvement d'idées n'a jamais rien eu de commun avec les agiotages de la pensée auxquels il donne lieu présentement. Il ne fut, il ne l'a jamais été, comme on le prétend, ce groupe d'individus de talent variable, composant l'un son petit tableau, l'autre son joli poème et s'occupant épisodiquement de politique de gauche. Le livre de Naville pèserait aujourd'hui dans le bon sens si, tendant à rectifier une inévitable mystification, il n'en ajoutait une autre bien inutile.

Les énergies asservies durant des millénaires par les traditions religieuses ont été pour une large part libérées depuis un siècle par les poètes qui les ont rendues à leurs fins révolutionnaires. Durant les années 1920, la question pouvait se poser de savoir si le surréalisme devait s'employer en premier lieu à la revendication de classe et à la lutte sociale ou s'il devait au contraire consacrer exclusivement ses forces à la libération de l'esprit, en faisant abstraction du concret social.

Tels sont du moins les termes du débat que prétendit ouvrir Naville dans le surréalisme de l'époque, débat auquel son livre récent ajoute

Pierre Naville, connu aujourd'hui surtout pour ses travaux de psycho-sociologue et en tant qu'un des fondateurs du PSU, vient de rappeler ses convictions de jadis par la publication d'un ouvrage aux contours autobiographiques : « Le Temps du surréel », « l'Espérance mathématique » tome I (éd. Galilée, 514 p., 85 F).

Naville dirigea avec Benjamin Péret la revue « la Révolution surréaliste », première publication de ce mouvement. Sa rupture avec les surréalistes se produisit assez vite. Naville fut aussi, dès la fin des années vingt, un des premiers dirigeants de l'Opposition de gauche française. Il a quitté le trotskisme depuis longtemps déjà. Ces rôles successifs ne pouvaient guère nous laisser indifférents vis-à-vis de son témoignage.

Naville ne rédige pas des mémoires, mais plutôt des réflexions sur les événements et les espoirs dont il a été partie prenante. Signalons un chapitre sur la musique, domaine délaissé par le surréalisme, et des portraits de Benjamin Péret et d'Antonin Artaud.

Le premier tome publié portant essentiellement sur le mouvement surréaliste, Vincent Bounoure a bien voulu nous communiquer brièvement ce qu'il en avait pensé. Bounoure dirige la revue « Surréalisme » (éd. Savelli), dont nous avons parlé dans « Rouge », le 8 juillet dernier ; il a publié notamment un ouvrage collectif, « la Civilisation surréaliste » (éd. Payot).

P.A.P.



NAVILLE

★ Dessin de JULEM.

nalisme de gauche, se présente maintenant comme le développement rigoureux des options surréalistes.

On comprend admirablement que Naville se soit remis du *Second Manifeste du surréalisme*, qu'il ait hâte maintenant d'accréditer un portrait moins ruineux que celui qu'y traça de lui Breton, on comprend qu'il ait attendu cinquante ans et la disparition de Breton pour le qualifier de « mouchard ». On comprendrait moins bien, si nous n'étions accoutumés à l'incohérence de notre auteur, que la peinture surréaliste qu'il avait dénoncée comme



Debout de gauche à droite : Charles Baron, Raymons Queneau, Pierre Naville, André Breton, J-A Boiffard, Giorgio de Chirico, Roger Vitrac, Paul Eluard, Philippe Soupault, Robert Desnos, Louis Aragon. Assis : Simone Breton, Max Morise, Mick Soupault.

plus de confusion que d'éléments neufs, débat que refusèrent les surréalistes parce qu'il ne leur laissait pas d'autre issue que d'être des politiciens et d'entrer en con-

férence avec les organisations ouvrières ou d'être les idéologues d'une nouvelle école esthétique.

L'originalité du surréalisme et sa tension vers un avenir qu'aucune révolution sociale ou politique ne suffit à illuminer ont été totalement méconnues par Naville dans les années 1920 et ne restent pas moins ignorées dans son récent travail, même s'il ne craint pas de le faire passer pour l'esquisse d'une « sorte de quatrième Manifeste du surréalisme ». Cette esquisse, où l'on voit que la main tremble encore de rages mal éteintes, est plutôt celle de la triste évolution d'un jeune poète à travers le mot d'ordre « politique d'abord » vers le positivisme absolu de son activité au CNRS et jusqu'à son ralliement au scientisme éculé du behaviourisme. Il est comique que cette activité, non moins frénétique depuis 1940 dans la psycho-sociologie du mesurable qu'en 1925 dans le jour-

une contradiction dans les termes, trouve enfin grâce à ses yeux sous les divins pinceaux du seul Dali dont le comportement flagorneur à l'égard d'Hitler, du pape ou de Franco est présenté comme une suite de « paradoxes » caractéristiques d'un « héros du surréalisme » ; on ne s'attardera pas à cette provocation de collégien aigri.

On s'étonne qu'il croit possible, dans l'état des textes publiés aujourd'hui, d'imputer aux surréalistes le souci de se ménager, de 1929 au milieu des années 1930, des connivences avec les stalinien. Faut-il s'inquiéter de le voir empressé à triompher aujourd'hui dans des procès qui ne lui ont pas été intentés, et qu'il recoure aussi volontiers au procédé bien connu de la citation tronquée ? Cette constatation opérée sur celles des allégations de Naville qui sont vérifiables interdit malheureusement d'accorder crédit aux autres.

Vincent Bounoure

## TELEVISION

Lundi 8 août

TF 1

- 12.30 Le francophonissime
- 13.00 Journal
- 13.35 La justice de Simon l'Indien
- 18.00 Pour les jeunes
- 18.20 Les mystères de l'Ouest
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Candide caméra
- 20.00 Journal
- 20.30 Le Voyage d'Amélie  
Film français de Daniel Duval (1974). Aventures cocasses d'une petite bande de banlieusards marginaux.
- 22.00 Chanson à boire  
Emission-montage, encore sur des habitants de la banlieue parisienne. Décidément, on s'intéresse beaucoup à eux à la télévision... pendant le mois d'août.
- 23.00 Journal

A 2

- 14.55 Le monde en guerre : en route Etats Unis  
L'entrée en guerre de l'Amérique.
- 15.55 Aujourd'hui madame  
Avec les écrivains : Nancy Markham, Christine de Rivoire, Jacques-Pierre Amette et Geneviève Dormann.
- 16.50 Les grands détectives : Callaghan  
D'après Peter Cheyney.
- 17.50 La vie des insectes : la reine des termites  
Du voyeurisme à l'intérieur d'une termitière-cathédrale du Sénégal.
- 18.20 Vacances animées
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là, la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 TV music hall  
Avec Claude François, les Machucambos, Los Argentinos, Erica et Chiquinho, etc.
- 21.45 Drogué mon ami  
Lucien Engelmajer fait de la désintoxication dans un domaine en Haute-Garonne. A l'heure du bouclage, on n'avait pas encore un avis sur cette émission, à Rouge.
- 22.40 Catch à deux
- 23.10 Journal

FR 3

- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour la jeunesse
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Madame X  
Film américain de David Lowell Rich (1966). Cinquième version cinématographique d'un mélodrame familial à grand succès, cette fois-ci avec Lana Turner. Si ça vous donne envie de le voir, moi pas.
- 22.05 Journal

## Ouvrez les yeux Ouvrez la télé

Semaine du 8 au 14 août

### A VOIR ABSOLUMENT

- Vendredi 12 août, à 21 h 30, sur FR 3 : Planète Baruya. Réalisation Yan Dunlop. Les « primitifs » d'Australie vus par M. Godelier et C. Lévi-Strauss.
- Samedi 13 août, à 21 h 30, sur FR 3 : Le choc des cultures. La guerre de pacification en Amazonie. Réalisation : Y. Billon.

### NOUS AVONS VU AUSSI

- Tous les jours, à 15 h, sur A 2 (sauf jeudi) : Le monde en guerre.
- Mardi 9 août, à 21 h 35, sur TF 1 : Robert Charlebois
- Jeudi 11 août, à 20 h 30, sur A 2 : Così Fan Tutte. Festival d'Aix-en-Provence, 1976.
- Vendredi 12 août, à 20 h 30, sur FR 3 : L'inné et l'acquis. L'homme et l'immortalité.

### LES FILMS

- Le Voyage d'Amélie (D. Duval, 1974). Lundi 8 août, à 20 h 30, sur TF 1.
- Comment voler un million de dollars (W. Wyler, 1966). Mardi 9 août, à 20 h 30, sur A 2.
- La Fureur des hommes (H. Hathaway, 1958). Mardi 9 août, à 20 h 30, sur A 2.
- Le Cri de la victoire (R. Walsh, 1955). Mercredi 10 août, à 20 h 30, sur FR 3.
- Remontons les Champs-Élysées (S. Guitry, 1938). Jeudi 11 août, à 15 h, sur A 2.
- La Promesse (P. Feyder, 1969). Jeudi 11 août, à 20 h 30, sur FR 3.
- Le Secret de Santa Vittoria (S. Kramer, 1970). Dimanche 14 août, à 20 h 30, sur TF 1.
- La Maison du diable (M. Tourneur, 1942). Dimanche 14 août, à 22 h 30, sur FR 3.

## Les caravanes anti-Outspan sillonnent les routes de vos vacances

Voici le programme détaillé de cette semaine :

- 8 août : Le Vigan (salle du centre culturel), 21 h.
- 9 août : Vallon-Pont-d'Arc (au jardin d'été), 21 h.
- 10 août : Aubenas (salle du Pesage, mairie d'Aubenas, château d'Aubenas), 21 h.
- 11 août : salle annexe de la salle des fêtes à Florac, 21 h.
- 12 août : Pont-de-Montvert, à 21 h, au Temple.
- 12 août : Millau, à la maison du peuple à 21 h. Meeting Afrique du Sud organisé par la CFDT, avec la participation de la Campagne anti-Outspan, de Solly Smith, représentant de l'ANC d'Esau du Plessis, animateur de la campagne anti-Outspan hollandaise.
- 13 et 14 août : Larzac, projection permanente de la « Dernière Tombe à Dimbaza ». Débat Afrique du Sud, exposition, animation sur le lieu du rassemblement.

Thann et Mulhouse, continue de polluer illégalement la Baie de Seine au Havre

# DANS LA SEINE

## CHAQUE JOUR: 21 000 m<sup>3</sup> D'ACIDE SULFURIQUE, 480 TONNES DE SULFATE FERREUX...

Le Havre, de notre correspondant.

Le tribunal administratif de Rouen a rendu son verdict : l'autorisation préfectorale de rejeter dans la Seine les « boues rouges » (mélange d'acide sulfurique et de sulfate de fer) donnée à l'usine havraise de Thann et Mulhouse est un abus de pouvoir. Elle est donc annulée. Raison est donnée au Syndicat des marins-pêcheurs de la Baie de Seine qui avait engagé ce recours, suite à de nombreuses actions contre la pollution de l'estuaire.

Pour l'instant, cependant, c'est le statu quo : l'usine continue de tourner ; les rejets illégaux se poursuivent ; le préfet ne bouge pas ; les marins-pêcheurs n'attaquent pas « au pénal ».

Le chantage à la fermeture agité par la direction de Thann et Mulhouse (groupe Rhône-Poulenc à 72 %), les difficultés de l'action commune marins-pêcheurs-« écologistes »-organisations ouvrières, cela repose la question d'une lutte de masse face à la politique de destruction systématique de l'environnement menée par les capitalistes.

### Des rejets massifs

21 000 m<sup>3</sup> d'acide sulfurique par jour (selon une brochure CFDT de 1976), 480 tonnes par jour de sulfate ferreux, des traces de métaux lourds (zinc, cadmium, plomb) s'ajoutent ainsi en fin de parcours aux pollutions diverses dont de nombreuses usines chargent la Seine (ou plutôt se multiplient : les pollutions ne s'annulent pas, elles ne s'additionnent pas, elles se combinent : c'est le phénomène de synergie ; ainsi, Thann et Mulhouse ne rejette pas de mercure, mais crée en baie de Seine un milieu acide où le mercure que d'autres rejettent deviendra le très dangereux méthylmercure).

La désertification de certaines zones de pêche, la

raréfaction de certains poissons ont amené les marins-pêcheurs à se mobiliser déjà à de multiples reprises : barrage du port d'Honfleur, de Deauville (interruption d'une coupe de voile), du Havre ; refus de participer à la « fête de la mer »... Les actions visent à sauvegarder l'environnement et, en même temps, l'emploi, donc le poisson. D'entrée, ils précisent bien qu'il s'agit d'obtenir l'arrêt des rejets et leur recyclage, non la fermeture des usines concernées — pas plus qu'une simple indemnisation, même substantielle. Et les pêcheurs disent bien que Thann et Mulhouse n'est pas seul en cause : APC-Rhône-Poulenc à Rouen, la Cofaz au Havre rejettent, elles, des « boues jaunes », du phosphogypse utilisé dans la fabrication d'engrais chimiques, et contenant des toxiques tels que fluor, mercure, arsenic... Et il y en a d'autres.

Une plainte contre X pour pollution ayant été pratiquement classée sans suite, les marins-pêcheurs se sont résolus à attaquer des usines nommément désignées : boues rouges, boues jaunes... sur le terrain juridique, l'affaire ne peut avoir de fin. L'affaire des boues jaunes reviendra d'ailleurs devant le tribunal en septembre. Car suite aux poursuites antérieures, un système de barges permettant de transporter en mer les déchets remplace aux frais des contribuables, puisque financé par « l'agence de bassin », les anciennes conduites : cela ne fait que déplacer le problème...

### Le rôle des organisations ouvrières

Revenons aux boues rouges.

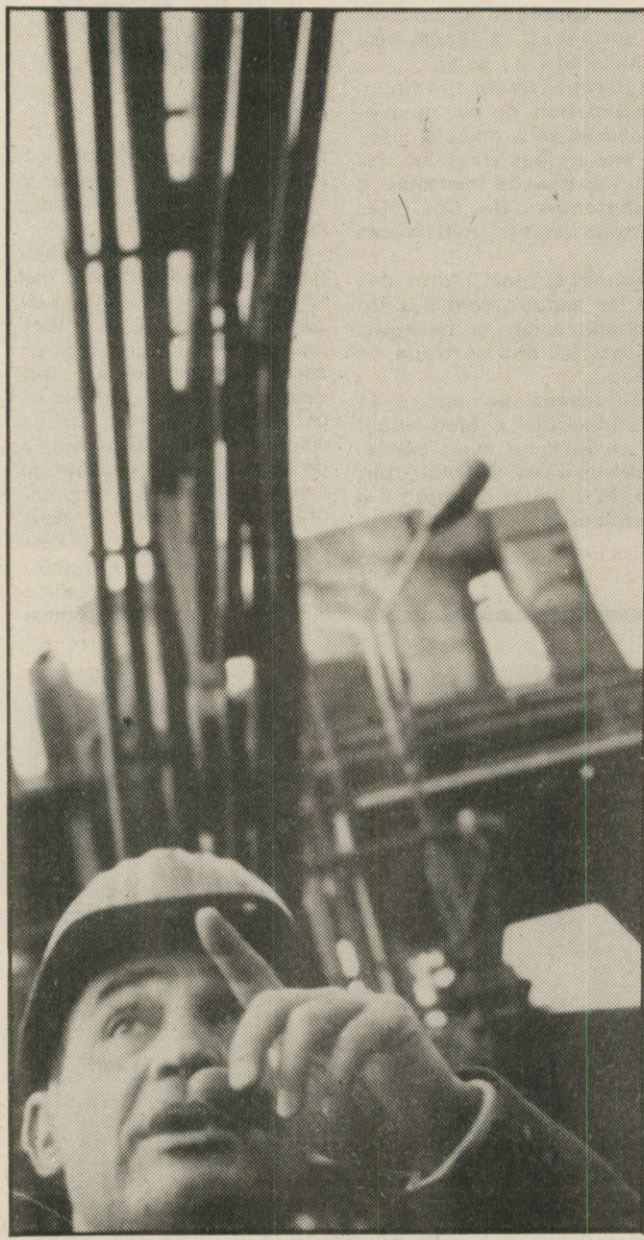
Les premières actions des marins-pêcheurs verront un front commun direction-syndicats de Thann et Mulhouse, refusant en bloc la pollution : « Pas de preuve scientifique », déclare un énorme titre du *Havre libre* pour un

communiqué commun en avril 1976.

Alors que l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM) indique une mortalité accrue de l'artémie (petit crustacé), une diminution de 50 % de la vie du crabe vert, le blocage de la mue des larves de crevettes, un communiqué commun CGT-CFDT-FO-CGC minimise

le premier phénomène, passe le second sous silence et ridiculise franchement le dernier : « Les crevettes ont des troubles de puberté lorsqu'elles sont en présence de l'affluent Thann et Mulhouse. » (Sic).

Mais la « sensibilité écologique » se développant, avivée par le naufrage du Boehlen, Seveso, Ekofisk, le ton se modifie. Il ne s'agit plus de



M. Bonneau, directeur de l'usine Thann et Mulhouse, invite le visiteur à regarder ailleurs !

La loi du 19 juillet 1976, relative aux établissements classés indique à l'article 25 que les salaires doivent être versés intégralement par l'usine fermée pour cause de pollution (JO du 20/7/1976), texte que les marins pêcheurs ont rappelé aux travailleurs de Thann et Mulhouse.

Mise au point de la direction de l'usine :

« Comment une société dont l'activité serait totalement arrêtée pourrait-elle payer intégralement et pendant des mois les salaires de son personnel ?

« L'argent ne s'invente pas, il se gagne. »

En effet, et Rhône Poulenc sait comment : 11 milliards de francs de profits en cinq ans (la direction de Thann et Mulhouse avait annoncé le chiffre exorbitant de ... 100 millions comme coût de l'investissement « récupération des déchets »).

Mais au fait, cette déclaration de Thann et Mulhouse, cela frise le refus de l'application de la loi ou un grossier chantage pour obtenir de l'Etat l'enveloppe substantielle pour que les pollueurs ne soient toujours pas les payeurs.

nier la pollution, mais avec des nuances suivant les instances de la dénoncer tout en défendant l'emploi. Si le PCF, l'UL CGT, le syndicat chimie CFDT exigent les investissements nécessaires aux mesures antipollution, le comité d'établissement garde une sensibilité différente, axée sur la défense de l'emploi à tout prix, répondant en cela bien sûr aux justes préoccupations des travailleurs. Les UL et le PCF se doivent d'être plus souples, voix écologistes et 1978 obligent.

Mais rien n'est véritablement fait par les uns et les autres pour qu'à l'échelle du bassin de Seine le mouvement ouvrier prenne en charge ce problème comme le sien propre et non comme une contrainte avec laquelle il faut composer, ce qui est le raisonnement du capital. Seule une telle rupture et l'engagement de luttes centralisées sur ce terrain permettraient de rompre, et de faire rompre les travailleurs, avec la logique du système.

### Les difficultés de l'unité ou les conséquences d'une politique de collaboration

Les rapports restent tendus entre les travailleurs de Thann et Mulhouse, et les « écologistes », tenus pour responsables du risque de fermeture de l'usine. Et cela est compréhensible quand on voit les revirements des tenants du Programme commun. Lorsqu'on se prépare à gérer le capital en maintenant la propriété privée des moyens de production ; quand on se permet de nationaliser Rhône-Poulenc mais que l'incertitude demeure sur les filiales (dont Thann et Mulhouse donc) ; quand de toute façon on annonce que l'on gardera la logique du marché ; lorsqu'on invoque les « nécessités énergétiques » pour refuser la lutte antinucléaire, contribuant à l'amalgame entretenu par la bourgeoisie « écologistes » = gauchistes passés provocateurs, on

n'aide pas à développer une claire conscience anticapitaliste. Le poids s'en fait ressentir dans les luttes antipollution locales et immédiates. Les prises de position fluctuantes guidées par les seuls soucis électoraux (dans la campagne municipale où la question de l'emploi était au centre du débat, Union de la gauche et majorité se sont objectivement entendues pour ne pas soulever le lièvre de la pollution) ne favorisent pas la compréhension de la lutte unie nécessaire, du front unique anticapitaliste indispensable : on désarme ainsi les travailleurs, qui pourtant payent le plus cher la pollution — au propre comme au figuré. Et on ne les entraîne guère à prendre la tête du « mouvement écologique ».

Pourtant, surtout dans le cas présent, on peut affirmer sans risque : les patrons peuvent payer. Bonneau, directeur de Thann et Mulhouse, responsable patronal local et bien côté dans le groupe Rhône-Poulenc lui-même, déclare en substance à la télévision régionale : « Les solutions techniques existent ; nous les connaissons ; on pourrait faire mieux ; il nous faudrait six ou sept mois. » Or l'usine est ouverte depuis 1957 et « l'affaire » connue depuis 1974.

L'argument de ce monsieur est simple : si on ne peut plus polluer, on va augmenter le coût de production et nous ne serons plus concurrentiel ; c'est un problème à l'échelle européenne : quinze usines fabriquent de l'oxyde de titane en Europe, dont cinq anglaises qui rejettent leurs effluents en mer du Nord, et une filiale britannique, TI-Oxyde, à Calais.

Mais que ferait l'Union de la gauche ? Au nom des impératifs économiques comme pour la force de frappe, devons-nous attendre un plan de dépollution internationale, générale et simultanée, pour assainir la Seine ?

La logique du capital est celle de la recherche du profit à tout prix. Elle ne se réforme pas, elle se brise.

### Jeu de 25 juillet 1977 — déclaration du comité d'établissement de Thann et Mulhouse.

« Différents articles de presse... ont mis en cause l'activité du CE, laissant entendre qu'il défendait les positions de la direction qu'il attaquerait les marins-pêcheurs et les écologistes, qu'il n'avait rien fait depuis quatre ans vis-à-vis de Thann et Mulhouse pour que cette société avance dans le traitement de ses rejets, etc. »

« Ces propos sont injustifiés... »

« Des contacts permanents sont maintenus avec les CE de différents producteurs d'oxyde de titane... »

« Nous sommes conscients de la difficulté de notre position mais nous avons jusqu'à ce jour résisté à toutes les surenchères. »

« L'emploi et l'environnement sont des problèmes trop sérieux pour qu'on les laisse entre les mains des manipulateurs. »

Comme on le voit, il y a du chemin parcouru.

### Rhône-Poulenc — journal d'entreprise « spécial 1977 ».

« Lutter pour l'environnement, c'est mettre la qualité de la vie à la portée de tous. »

« ... Il est vrai que l'homme, apprenti sorcier, joue avec des forces qui le dépassent et peuvent provoquer des troubles dangereux pour l'avenir de l'espèce. Il est certain que ses rejets inconsiderés dans l'air ou dans l'eau des rivières et des océans auraient constitué une menace si une prise de conscience collective n'avait pas mis fin à ses excès. »

A la direction de Rhône-Poulenc, on ne manque pas encore d'air.

### 21 juillet 1977 : conférence de presse de la CGT (Syndicat national chimie et UD).

« L'e treprise doit prendre des précautions pour la santé des travailleurs, mais nous sommes là surtout pour défendre l'emploi... »

« Si un seul employé est mis à la porte, la réplique sera immédiate. »

### 21 juillet — communiqué du PCF (comité de ville).

« ... Il est possible de développer l'industrie tout en sauvegardant l'environnement. »

« ... Par une autre organisation économique nationale, notamment la nationalisation des plus grands monopoles, en particulier Rhône-Poulenc, les problèmes qui se posent aujourd'hui pourraient trouver des solutions modernes, plus économiques parce que liées à l'intérêt général du pays et de tous les travailleurs. »

Intéressant ; mais agir où ? quand ? comment ? Rien n'est proposé avant mars 1978...

### 23 juillet 1977 — conférence de presse du syndicat CFDT des Industries chimiques du Havre

« En fait, déclare la CFDT, la direction de l'entreprise ne serait pas mécontente d'opposer travailleurs, écologistes et marins-pêcheurs. Cela lui permettrait de brandir le chantage à l'emploi : ou bien tout le monde travaille avec pollution en prime, ou bien on arrête tout. »

« Nous devons exiger la garantie de l'emploi pour tous et la mise en place, dans les meilleurs délais, des moyens techniques indispensables pour traiter efficacement les boues rouges. Cela aura pour conséquence la création d'emplois et la fin d'un gaspillage massif par la récupération de certains produits. »

Dossier réalisé après discussion avec Gilles Klein, écologiste (qui intervient sur la question de l'estuaire de la Seine en liaison avec le syndicat des marins pêcheurs de la baie de Seine) et avec des militants du collectif havrais d'écologie.